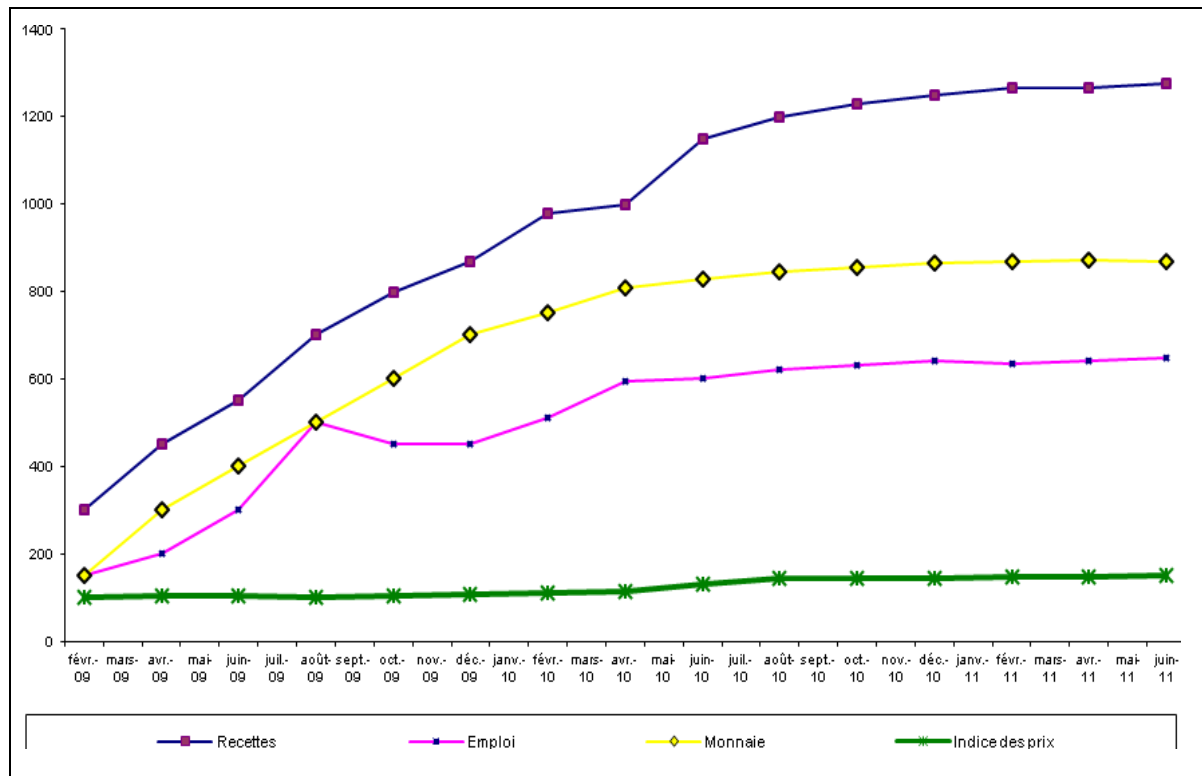


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PLANIFICATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

N°2

2 011

Table des matières

RESUME INTRODUCTIF	4
INTRODUCTION.....	6
I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE	7
1.1. Performances économiques	7
1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes.....	10
1.3. Evolution des cours des matières premières	11
1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011.....	14
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	15
2.1. Production intérieure des biens et des services	15
2.1.1. Secteur Primaire	15
2.1.2. Secteur Secondaire	16
2.1.3. Secteur tertiaire	18
2.2. Indice des prix	24
III. LES FINANCES PUBLIQUES	27
3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat.....	27
3.1.1. Evolution des recettes.....	27
3.1.2. Evolution des dépenses	28
3.1.3. Le solde budgétaire	29
3.2. Le Service de la dette extérieure	30
3.3. Investissements publics	32
IV. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	33
V- LA MONNAIE ET LE CREDIT.....	35

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de changes.....	11
Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole	12
Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne.....	15
Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie	16
Tableau 6 : Production et consommation d'eau.....	17
Tableau 8 : Evolution marchandises sèches conteneurs à l'entrée.....	19
Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée.....	19
Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures	20
Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac.....	20
Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien.....	21
Tableau 13 : Evolution du transport routier.....	22
Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules.....	23
Tableau 14 : Evolutions des services de télécommunication	23
Tableau 15 : Evolution des arrivées de touristes	24
Tableau 16 : Evolution de l'indice des prix à la consommation	24
Tableau 17 : Situation de la création des entreprises.....	25
Tableau 18 : Evolution des ressources budgétaires	28
Tableau 19 : Evolution des dépenses budgétaires	29
Tableau 20 : Evolution du service de la dette en 2011.....	31
Tableau 21 : Situation de décaissement des projets	32

Tableau 23 : La masse monétaire et sa contrepartie.....	37
---	----

LISTE DES TABLEAUX

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole	12
Graphique 2 : Evolution des cours des matières premières	14
Graphique 3 : Evolution de la production de la pêche	16
Graphique 4 : Evolution de la production et consommation d'électricité	17
Graphique 5 : Evolution des activités portuaires	20
Graphique 6 : Evolution de l'indice général des prix.....	24
Graphique 7 : Situation de création d'emplois	25
Graphique 9 : Evolution du service de la dette	31
Graphique 10 : Evolution des investissements	33
Graphique 12 : Evolution des avoirs extérieurs nets	35
Graphique 13 : Evolution des crédits à l'économie.....	36
Graphique 14 : Evolution des dépôts	36

RESUME INTRODUCTIF

Au titre de la conjoncture internationale, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie au cours du second trimestre de l'année 2011. Toutefois, le rythme de la croissance s'est ralenti par rapport au premier trimestre, dans la plupart des pays avancés, la production est encore très inférieure à son potentiel. Le chômage est élevé et la faiblesse de la croissance donne à penser qu'il le restera pendant longtemps. Ainsi, le taux de croissance en volume attendu ressortirait à 2,5% au second trimestre 2011 contre 2,8% au premier trimestre 2011.

Les tensions inflationnistes restent contenues dans les économies avancées, malgré l'augmentation des prix des consommations intermédiaires liée au renchérissement des produits alimentaires et des matières premières. Dans les économies émergentes à croissance rapide, l'inflation a continué d'augmenter sous l'effet de la hausse des prix des consommations intermédiaires conjuguées à une activité économique soutenue.

Au titre la conjoncture nationale, les effets des récents événements internationaux planent toujours sur l'économie nationale au second trimestre 2011. En effet, les bouleversements politiques au sein de certains pays producteurs du pétrole ont eu un impact direct sur l'inflation. Ces effets se reflètent sur l'augmentation de la valeur des marchandises dans le commerce extérieur qui ont eu à leur tour un impact sur l'indice des prix au premier trimestre 2011.

Parmi les bonnes dynamiques, on relève les secteurs suivants :

- Les activités portuaires du terminal à conteneurs ont progressé de 69,8%, expliqué essentiellement par le transbordement,
- La production de l'eau est en augmentation de 0,8% ;
- Croissances de 48,5% des abonnés internet (haut débit 76,4%)
- La création nette d'activités en hausse de 2,5% sur une année ;
- Une bonne tenue des finances publiques : les recettes et dons enregistrent une hausse de 14,7% en glissement annuel ; les dépenses totales connaissent également une croissance de 11,1%, due à une progression de 31% des dépenses en investissements, le volume de décaissement des investissements publics progressent de 88,2% comparé à celui du second trimestre de l'année 2010 ;

Les contre-performances sont enregistrées dans les secteurs suivants :

- Le transport aérien commercial connaît une baisse de 58% en passagers et de 12,5% en fret sur une période d'une année ;
- La production de la pêche s'est contractée de 12,7% en glissement annuel ;

- L'énergie électrique enregistre une baisse de 17% en glissement annuel, mais le nombre d'abonnés a progressé de l'ordre de 2,9% ;
- Les volumes des marchandises acheminées en vrac dans le transport maritime ont connu des baisses de 6,4% à l'entrée et de 16,7% à la sortie.
- Le tourisme a reculé de 4,5% en ce deuxième trimestre de l'année.

INTRODUCTION

Les indicateurs les plus récents font état d'une poursuite de la croissance mondiale mais à rythme inférieur à celui du premier trimestre 2011.

Ce ralentissement est le reflet en partie des facteurs temporaires, tels que les répercussions de la double catastrophe naturelle et nucléaire qui a frappé le Japon sur l'activité économique nippone et sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, de l'effet modérateur du niveau élevé des cours des matières premières sur les revenus dans les principales économies avancées ainsi que des facteurs spécifiques aux différents pays. La disparition progressive des perturbations des chaînes d'approvisionnement devrait doper la croissance au second semestre de l'année.

Les échanges internationaux de biens ont fléchi de 0,6% en rythme trimestriel au deuxième trimestre 2011. Ce recul est le premier enregistré depuis le démarrage de la reprise du commerce mondial à la mi-2009. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales à la suite du séisme qui a ravagé le nord-est du Japon ont été le principal facteur à l'origine de ce ralentissement

Les risques pesant sur l'activité mondiale sont légèrement orientés à la baisse, dans un contexte d'incertitude toujours forte. En effet, des inquiétudes subsistent à cause des tensions sur certains compartiments des marchés financiers, à de nouvelles hausses des cours du pétrole et des autres matières premières, à des pressions protectionnistes ainsi qu'à la possibilité d'une correction désordonnée des déséquilibres mondiaux.

C'est donc dans cette situation plus ou moins convenable que l'économie de Djibouti a évolué au cours du second trimestre 2011.

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

1.1. Performances économiques

Les Etats-Unis

L'économie américaine a enregistré une croissance de 1,3% au deuxième trimestre 2011, en deçà des attentes du marché qui tablaient sur une croissance de 1,7%.

L'atonie de la croissance au deuxième trimestre s'explique à la fois par un ralentissement des dépenses de consommation des ménages et le renchérissement de l'énergie ayant entamé leur revenu disponible.

Les dépenses de consommation, le principal moteur de l'économie américaine, a progressé de 0,1% seulement et les dépenses en biens manufacturés, comme les automobiles et les appareils, ont chuté de 4,4%.

L'augmentation du PIB réel au deuxième trimestre s'explique essentiellement par les contributions des exportations et les dépenses du gouvernement fédéral.

Au deuxième trimestre 2011, les exportations de biens et de services ont augmenté de 6 % comparé à celui de 2010.

En raison des mesures d'austérité prises par les autorités locales, les dépenses et les investissements des administrations locales ont diminué de 3,4%.

Avec l'envol du prix de l'or noir, des prix des denrées alimentaire et ceux des produits en provenance de Chine, l'inflation aux États-Unis s'est établie à 3,4% au cours du second trimestre de l'année 2011.

Les embauches ont chuté au deuxième trimestre de 7,2% et le taux de chômage est remonté à 8,8%.

Le Japon

Les conséquences économiques de la triple catastrophe du 11 mars séisme, tsunami, accident nucléaire frappent l'archipel nippon de plein fouet. La croissance en berne, la menace de récession, les coûts exorbitants des dégâts, la méfiance des pays étrangers envers les produits alimentaires japonais, affectent négativement la situation économique du Japon qui s'annonce délicate au moins jusqu'au troisième trimestre 2011.

Au second trimestre de l'année 2011 marqué par un contexte apocalyptique le Japon a enregistré une contraction de 1,2% de son PIB, l'économie nationale enregistrant ainsi trois trimestres consécutifs de croissance négative. La principale cause de ce ralentissement demeure dans le recule de ses exportations (-3,4%). La consommation interne connaît une baisse de 0,6% d'avril à juin 2011 due au fait que la confiance des ménages a été fortement altérée par le drame du 11 mars.

En ce qui concerne l'évolution des prix, la hausse de l'IPC s'est établie à 0,2% en rythme annuel en juillet 2011, après -0,4% le mois précédent.

En matière d'échange, les exportations (-4,9%) en rythme trimestriel, fortement affectées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement, notamment dans l'industrie automobile, ont constitué le principal frein à l'activité économique. La demande intérieure a apporté une contribution positive, principalement en raison de la reconstitution des stocks par les entreprises.

Zone euro

En ce qui concerne l'analyse économique, la croissance du PIB en volume de la zone euro, en glissement trimestriel, a ralenti au deuxième trimestre 2011, ressortant à 0,2%, après 0,8% au premier trimestre. Comme prévu, les facteurs temporaires qui avaient stimulé la croissance au début de l'année ont disparu, et des effets défavorables ont résulté du séisme au Japon et de l'incidence décalée des hausses antérieures des cours du pétrole.

La baisse des cours des actions et de la confiance des chefs d'entreprise qui y est associée ainsi que les effets défavorables des tensions actuellement observées sur plusieurs marchés de la dette souveraine de la zone euro ont affecté négativement la consommation et la demande dans la zone euro.

En ce qui concerne l'évolution des prix, la hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 2,5% en août 2011

En Allemagne, première économie européenne et jusque-là locomotive du vieux Continent la croissance du Produit intérieur brut (PIB) a enregistré un recul pour ressortir à 0,1% par rapport au premier trimestre, mais reste néanmoins en nette hausse sur un an (+2,8%). Le commerce extérieur a enregistré une hausse de 3% mais apporte une contribution insuffisante au PIB allemand, chose inhabituelle pour un pays champion des exportations. La consommation domestique s'est établie à 7,6% et l'investissement est ressorti en hausse de 3,4%. L'emploi a enregistré quant à lui une évolution de 3,7%.

En France, le mirage qui régnait sur la stagnation de la croissance est devenu réel au second trimestre 2011. La croissance du PIB en France est de 0% au printemps 2011, celle-ci complique les efforts de Paris pour s'attaquer au déficit public. La consommation interne affiche 0,7% de croissance et 1,3% pour l'inflation. Le chômage culmine à 9,1% et les exportations reculent de 0,9%.

En Espagne, la croissance s'est elle ralentie, s'établissant à un niveau modeste de 0,2% entre avril et juin 2011 contre 0,3% au premier trimestre ; en glissement annuel, la croissance économique a progressé de +0,7%. Là aussi la demande extérieure a amputé la demande intérieure.

Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures à la fin du second trimestre, incluant des modifications apportées à la gestion de l'impôt sur les sociétés et des coupes dans les dépenses pharmaceutiques. Ces mesures sont destinées à garantir que le déficit des administrations publiques sera ramené au niveau de l'objectif du programme de stabilité de 6 % du PIB cette année.

La Chine

La croissance du PIB en Chine au deuxième trimestre 2011 est de 9,5% sur un an, après 9,7% au trimestre dernier. Les marchés ont bien pris cette petite baisse, car les attentes étaient plus mauvaises et surtout le contexte était plutôt anxieux à cause de la crise de la dette en zone euro.

Ce ralentissement est principalement imputable à la modération du côté des investissements (+27% en juin contre +33% en mars dernier) et une réduction de l'excédent commercial. La consommation des ménages a progressé à un rythme appréciable mais modéré de +7,1% en glissement annuel. La croissance de la valeur ajoutée dans l'industrie est revenue à 13,9% en rythme annuel au deuxième trimestre, après 14,4% enregistré au premier trimestre,

La demande intérieure est restée robuste depuis le début de l'année, principalement en raison de la vigueur de l'investissement. La croissance de la FBCF, qui enregistre encore des niveaux élevés, a commencé à ralentir légèrement en juillet par rapport au deuxième trimestre 2011

L'inflation s'est accélérée à 6,4% en rythme annuel en juin après 5,7% enregistré au deuxième trimestre, atteignant son niveau le plus élevé depuis plus de trois ans.

Les exportations chinoises ont progressé de 17,9 % en juin, faisant preuve de résistance face aux incertitudes croissantes de l'environnement extérieur. L'excédent commercial a atteint 46,7 milliards de dollars au deuxième trimestre, après un déficit de faible ampleur au premier trimestre.

Le Brésil

Le PIB du Brésil a progressé de 8,9% au premier semestre, par rapport à la même période de 2010, un résultat supérieur aux prévisions des analystes et du gouvernement qui montre la vigueur de la première économie latino-américaine.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre, l'industrie a progressé de 14,2%, l'agro-alimentaire de 8,6% et les services de 5,7%. La consommation interne a contribué avec une progression de 7,8% alors que l'emploi affiche une croissance plus modeste de 1,3%. Les exportations quant à elles augmentent de 11% et l'indice générale des prix s'inscrit à +2,3%.

L'inflation annuelle est demeurée supérieure à 6,5% en glissement annuel.

L'Inde

L'économie indienne a connu une croissance de 7,8% au second trimestre 2011 par rapport au deuxième trimestre 2010, un chiffre inférieur aux prévisions du marché, qui tablait sur 8,2%. C'est le taux de croissance le moins élevé depuis deux ans, qui confirme le ralentissement du développement de l'économie indienne sur fond d'adoption d'une politique de resserrement monétaire.

Cette vitesse de croissance réduite résulte principalement de la performance insatisfaisante d'une série de secteurs indiens, à savoir l'exploitation minière, l'extraction, la fabrication et le service et la consommation domestique peine à décoller avec une hausse de 2,4%.

L'agriculture a progressé de 6,6% au cours de ce deuxième trimestre 2011 sur comparaison annuelle contre 5,4% au premier trimestre.

1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes

• Marchés financiers

L'évolution des activités sur les marchés financiers a été fortement mouvementée au cours du deuxième trimestre par rapport au premier trimestre. En effet, les marchés financiers étaient notamment devenus de plus en plus inquiets quant à l'éventualité de perturbations financières, la dette publique des États-Unis approchant de son plafond et le Congrès et l'administration américaine n'étant parvenus qu'à la dernière minute à un accord sur un plan d'assainissement budgétaire. Parallèlement, les marchés craignaient que les agences de notation ne dégradent et/ou n'attribuent une perspective négative aux titres émis par le gouvernement fédéral américain et les institutions financières publiques américaines.

Les marchés boursiers ont été très volatiles et ont atteint 30% environ dans la zone euro et 25% aux États-Unis le 6 juin 2011, un peu comme ce qui s'est observé en mai 2010. Dans le même temps, à la différence des évolutions sur le marché obligataire, la volatilité des marchés boursiers est restée très inférieure aux niveaux observés immédiatement après la faillite de Lehman Brothers.

Entre fin mai et fin juin 2011, les cours des actions ont reculé, dans la zone euro comme aux États-Unis. Ces évolutions ont été induites par une révision à la baisse des anticipations relatives à la croissance économique mondiale.

Les cours des actions dans la zone euro et aux États-Unis se sont inscrits en baisse durant la majeure partie du mois de juin, mais se sont redressés les derniers jours du mois et début juillet. Dans l'ensemble, les cours des actions dans la zone euro, mesurés par l'indice large Dow Jones EuroStoxx, sont restés globalement inchangés entre le 31 mai et le 6 juillet.

Aux États-Unis, l'indice Standard & Poor's 500 est également demeuré globalement stable. Au Japon, les cours mesurés par l'indice Nikkei 225 se sont accrus de 4 % sur la même période.

- **Les taux de changes**

Entre avril et début juillet, le taux de change effectif nominal de l'euro, mesuré par rapport aux devises des vingt principaux partenaires commerciaux de la zone euro, a connu des fluctuations relativement importantes. Au mois de juillet, le taux de change effectif nominal de l'euro était proche de son niveau de fin mars 2011.

En termes bilatéraux, les évolutions du taux de change effectif nominal de l'euro au cours des trois derniers mois ont résulté de mouvements, qui se sont en partie compensés, vis-à-vis des principales devises.

Entre mars et juillet 2011, l'euro s'est renforcé de 1,8% contre la couronne suédoise, de 1,3% par rapport à la livre sterling et de 0,8% vis-à-vis du dollar. En revanche, la monnaie unique s'est sensiblement dépréciée contre le franc suisse de 7,3% et par rapport au yen japonais. L'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar n'a pas correspondu à une appréciation du même ordre comme la monnaie chinoise, laquelle s'est appréciée de plus de 1% par rapport au dollar. La volatilité tirée des prix des options de change a augmenté significativement au cours de la période sous revue, notamment pour les couples de devises USD/EUR et CHF/EUR.

Tableau 1 : Evolution des taux de changes

		Euro/dollar US	Euro/Yen Japonais
2007		1,3705	161,25
2008		1,4708	152,45
2009		1,3948	130,34
2010	T1	1,3829	125,48
	T2	1,2708	117,15
	T3	1,2910	110,68
	T4	1,3593	112,15
2011	Janvier	1,3359	110,38
	Février	1,3649	112,77
	Mars	1,3999	114,40
	Avril	1,4442	120,42
	Mai	1,4349	116,47
	Juin	1,4388	115,75

Source : Banque centrale européenne (BCE) Juillet 2011

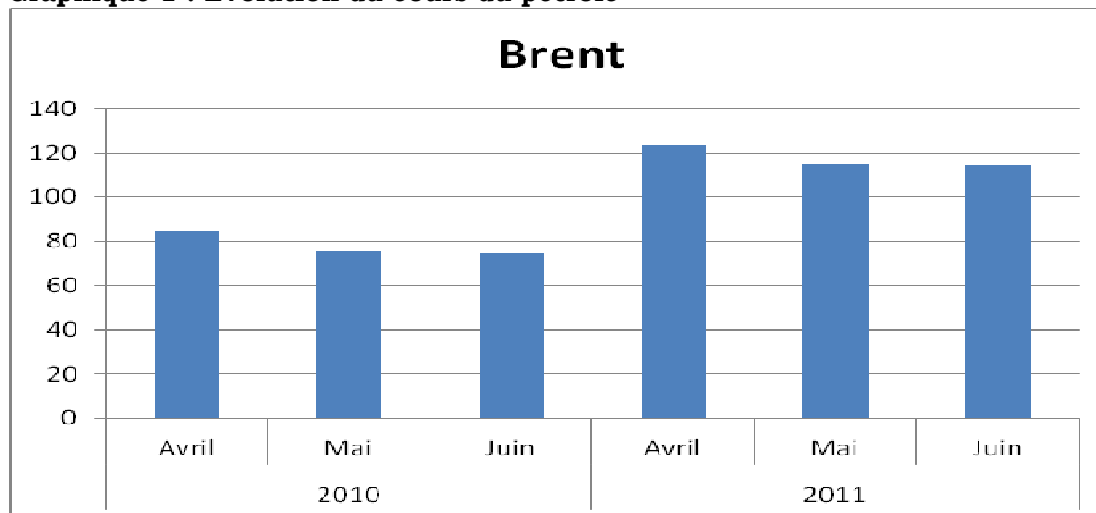
1.3. Evolution des cours des matières premières

- ❖ **Evolution du cours du pétrole**

Les cours du pétrole ont reculé tout au long du deuxième trimestre 2011. En juin 2011, le cours du *Brent* se situait à 114,03 dollars le baril. Pour les

prochains mois, les intervenants de marché s'attendent à une légère hausse des cours du pétrole à moyen terme, les contrats venant à terme en décembre 2012 se négociant à quelque 113,2 dollars le baril.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole



La baisse des cours a fait suite à une décision de l'Agence internationale de l'énergie de délester de 60 millions de barils les réserves stratégiques des pays membres, au rythme de 2 millions de barils par jour. Cette décision est intervenue dans le contexte de tensions persistantes affectant l'équilibre entre l'offre et la demande, qui s'expliquent par les restrictions sur l'offre associées à l'actuel conflit en Libye et ont été exacerbées par la forte demande en provenance des économies émergentes.

Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole

Intitulés	2010			2011			Variation en %	
	Avril	Mai	juin	Avril	Mai	juin	Juin11/ Mai11	Juin11 / Juin10
Brent	84,84	75,31	74,76	123,21	114,40	114,03	-0,32%	+ 53%

Source : www.developpement-durable.gouv.fr

❖ *Les matières premières*

• **Evolution du cours du sucre**

Les cours du sucre se sont emballés à nouveau au second trimestre 2011 passant de 484 à 555,7 dollars US la tonne en mai et juin 2011. La récolte du Brésil, le principal pays exportateur de sucre, est ressortie fortement en baisse. Après une décennie d'extension des surfaces, c'est la première fois que la production décline au Brésil.

La sécheresse de la fin de l'année dernière a nui au développement de la canne, et le vieillissement des plantations est aussi en cause. Le renouvellement des plantations était bien prévu, mais il a été reporté du fait de la crise économique, les producteurs n'ont pas arraché pour profiter à plein de la hausse des cours.

- **Evolution du cours du maïs**

Le prix de grains de maïs a connu une hausse depuis le début du mois de janvier jusqu'au mois de juin 2011. Il est ressorti à 311\$US la tonne en juin 2011 contre 160\$ US en juin 2010, soit une hausse de 94,4%. Par rapport au mois de mai 2011, la variation du cours du maïs est de +0,6%.

- **Evolution du cours du riz**

Le riz constitue la principale denrée alimentaire de la population mondiale. La production de cette année enregistre une baisse par rapport à celle de 2010. De ce fait, le cours du riz a connu une tendance haussière chiffré à 505 USD la tonne au second trimestre.

Dans sa mise à jour de la situation mondiale du riz de juillet 2011, la FAO met en exergue une baisse de la production rizicole. La FAO prévoit une production globale de Madagascar, le plus grand producteur dans la région, en légèrement baisse, soit 4,7 millions de tonnes (3,15 millions de tonnes en équivalent usine) contre 4,8 millions de tonnes en 2010.

- **Evolution du cours du blé**

Le prix du blé, après des hausses de 25,2% et 2% enregistrées en avril et mai, a baissé de 7,2% au mois de juin en se situant à 333\$ US contre 360\$ US et 353\$ US la tonne respectivement en mai et juin 2011.

En glissement annuel, le cours du blé est en hausse de 84,5%, soit 334 \$ US en juin 2011 contre 181\$ US la tonne en juin 2010.

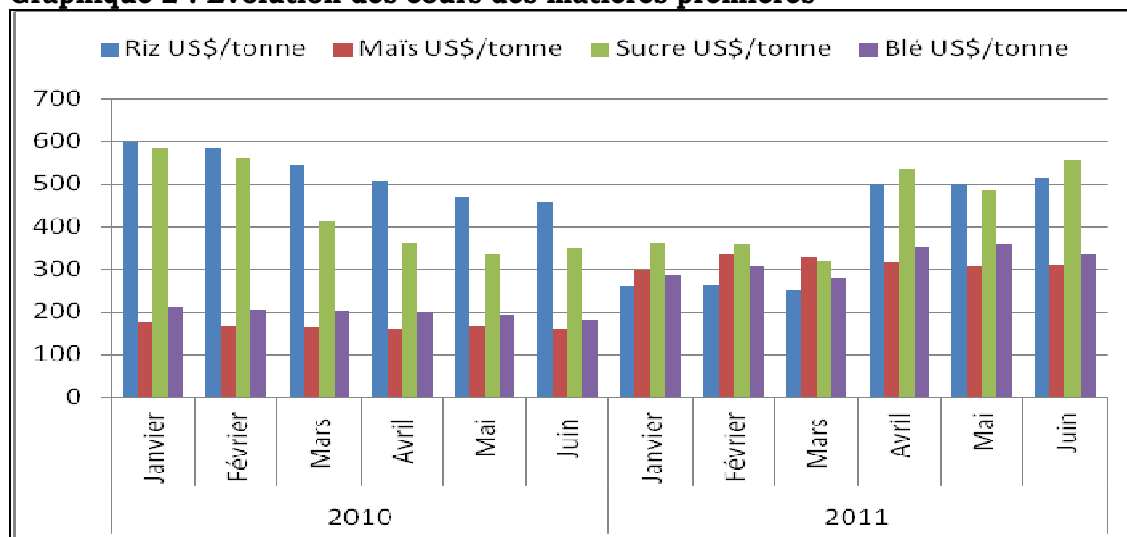
Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières

Années	Mois	Riz US\$/tonne	Maïs US\$/tonne	Sucre US\$/tonne	Blé US\$/tonne
2010	Janvier	598	177	583,6	211
	Février	585	167	559,8	206
	Mars	544	164	411,4	204
	Avril	505	161	362,7	201
	Mai	470	168	335,1	193
	Juin	460	160	350,1	181
2011	Janvier	259	298	362	288
	Février	263	334	360	305
	Mars	250	328	321	282
	Avril	500,6	318	537	353
	Mai	500,5	309	484	360
	Juin	515,4	311	555,7	334

Source: UNCTAD, UNCTADstat Commodity Price Statistics

Globalement, on note une baisse des cours des matières premières entre janvier et juin 2010 contre une tendance à la hausse sur la même période de l'année 2011, c'est-à-dire janvier-juin. Le graphique suivant l'illustre à souhait.

Graphique 2 : Evolution des cours des matières premières



1.4. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011

En **Éthiopie**, l'activité économique est sous-tendue par la croissance du secteur agricole, reposant sur l'expansion des routes et l'amélioration de l'accès au marché qui permet aux paysans pratiquant une agriculture de subsistance d'entrer dans le secteur commercial. L'économie s'est toutefois heurtée à de graves chocs extérieurs. La récession mondiale a provoqué une baisse de 6% des envois de fonds des migrants au second trimestre 2011 par rapport à l'année précédente, alors que les exportations de marchandises chutaient de 11%. Dans le secteur des industries manufacturières, l'utilisation de la capacité est entravée par la faible demande, la pénurie d'eau et d'électricité, l'insuffisance de matières premières et de facteurs de production et la pénurie de capitaux. L'investissement direct étranger n'a pas été épargné par la crise, ce qui rend encore plus difficile le financement de l'important déficit du compte courant. Selon les prévisions, la croissance économique ralentira à 7% en 2011, suite à la baisse des envois de fonds des migrants, de l'investissement et des exportations.

La croissance économique du **Kenya** a été entravée par des sécheresses à répétition et les pénuries d'électricité qui en résultent. Par rapport au 1^{er} trimestre 2010, la croissance a reculé à 2,1% au deuxième trimestre et 0,1% au premier trimestre comparé au trimestre précédent. La production des principales cultures d'exportation a diminué, celle du thé de 11,6% et celle de l'horticulture de 7,4% au cours de ce deuxième trimestre 2011. Les pénuries d'électricité, les coûts élevés et la faible demande mondiale ont provoqué, au deuxième trimestre, une contraction des activités d'exploitation des mines et des carrières, des industries manufacturières, du bâtiment et du commerce de gros et de détail.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

2.1. Production intérieure des biens et des services

2.1.1. Secteur Primaire

Le sous-secteur de la pêche a enregistré une baisse de ses activités de 12,7% entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre de 2011. La production nationale de la pêche au second trimestre 2010 est passée de 378 tonnes à 330 tonnes, soit 48 tonnes de moins en volume. Comparée à la production du premier trimestre 2011, la production de la pêche est également en baisse de 3,8%.

Si l'on considère les sites de débarquement, à l'exception de la région de Djibouti-ville qui représente 71% de la production totale de la pêche, qui a vu ses prises augmentées de 8,8%, toutes les autres régions se sont mal comportées.

En glissement annuel, la production de Djibouti est en baisse de 21,5%.

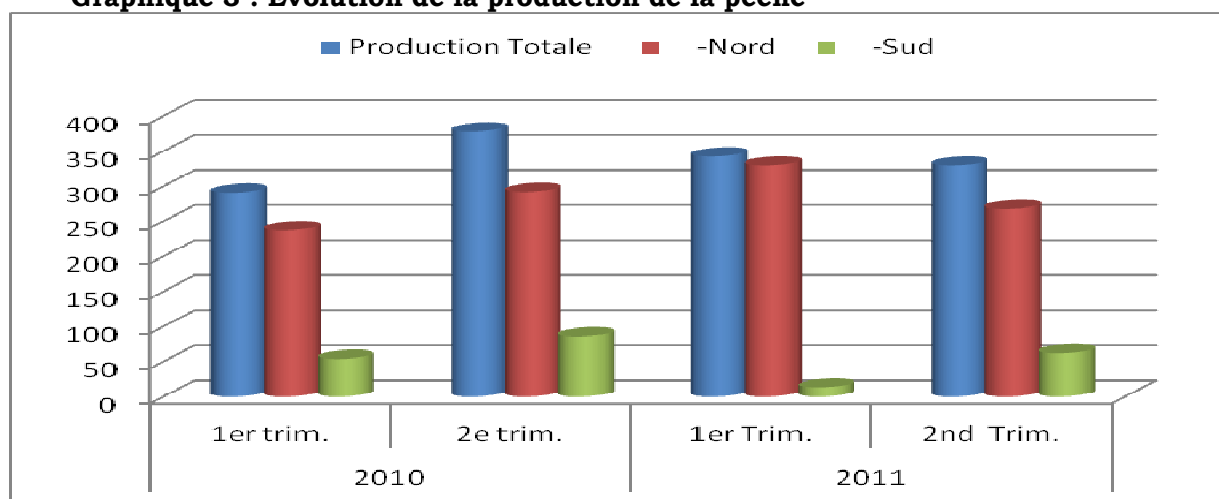
Par ailleurs, on constate une hausse importante de la production de la société Mer Rouge de 91,7% sur une année. Mais si l'on compare la production du deuxième trimestre à celle du premier trimestre, il est observé une baisse de 37%.

Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne

	2010		2011		Variation	
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	1 ^{er} Trim.	2 nd Trim.	2 nd trim.11/ 1 ^{er} trim.11	2 nd trim. 11/ 2 nd trim. 10
Production Totale	291	378	343	330	-3,8%	-12,7%
-Nord	237	292	330	268	-18,8%	-8,2%
-Sud	54	86	13	62	376,9%	-27,9%
Sites débarquement	286	372	343	330	-3,8%	-11,3%
-Djibouti	224	298	215	234	8,8%	-21,5%
-Société Mer rouge	13	24	73	46	-37,0%	91,7%
-Obock	29	29	28	28	0,0%	-3,4%
-Tadjourah	12	13	14	10	-28,6%	-23,1%
-Loyada	8	8	13	12	-7,7%	50,0%

Source : Direction de la pêche

Graphique 3 : Evolution de la production de la pêche



2.1.2. Secteur Secondaire

2.1.2.1. La production de l'énergie électrique

Le second trimestre de l'année 2011 enregistre une croissance tant en énergie produite qu'en énergie facturée respectivement de 35,5% et 38%. La demande d'énergie a été forte pour l'ensemble des agents économiques (entreprises et ménages). C'est le signe d'un dynamisme de l'activité économique comparé à la même période de l'année 2010.

En effet, en glissement annuel, l'énergie produite aussi bien que l'énergie facturée est en baisse respectivement de 17% et 3,5%.

Quand au prix moyen, il a baissé de 3% par rapport au trimestre précédent et de 1,5% en termes de glissement annuel.

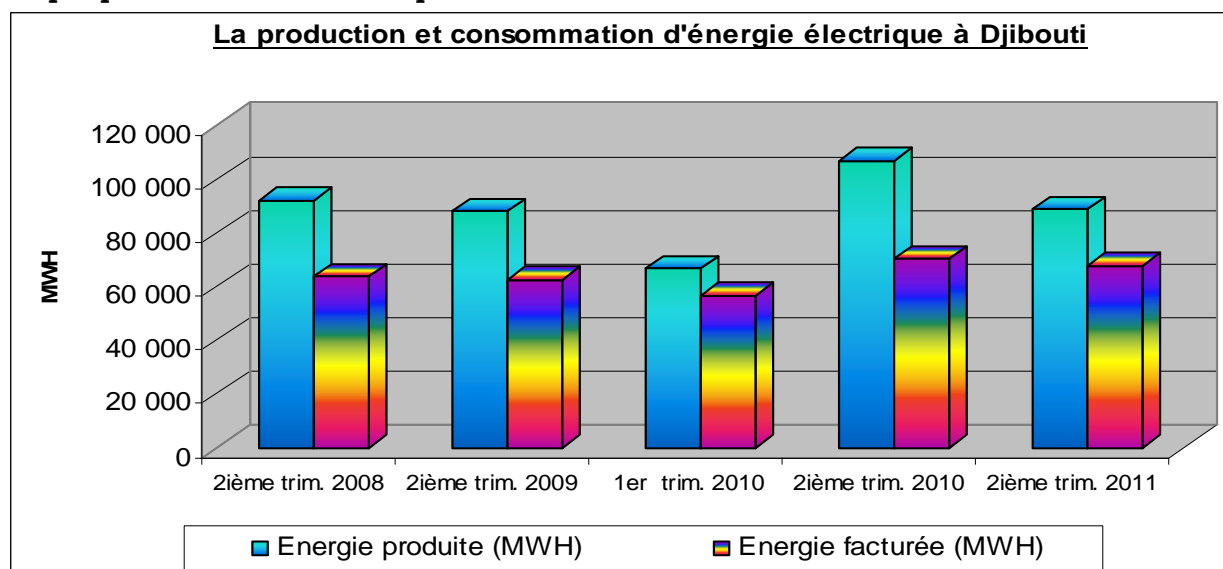
Le nombre d'abonné est passé de 42 630 à 42 709 soit 79 abonnés de plus et de 1 227 abonnés en glissement annuel.

Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	2iem trim.	1er trim.	2iem trim.	2iemtrim11/1er trim11	2iemtrim11/2iem trim10
Energie produite (KWH)	106 840	65 435	88 682	+ 35,5%	-17%
Energie facturée (KWH)	70 202	49 113	67 734	+ 38%	-3,5%
- Basse tension en KWH	29 924		27 818		-7%
- Haute tension en KWH	40 278		39 916		-0,8%
- Dont ménage	24 829		22 703		-8,5%
Taux de rendement	66%	75%	76%	1 pt	10 pts
Prix Moyen KWH	64 FDJ	65 FD	63 FDJ	-3%	-1,5%
Nombre d'abonnés	41 482	42 630	42 709	+0,2%	+2,9%

Source: Electricité de Djibouti

Graphique 4 : Evolution de la production et consommation d'électricité



2.1.2.2. Production d'eau

Au second trimestre 2011, la production de l'eau s'est élevée à 3,750 millions de m³, soit une légère hausse de 0,8% par rapport second trimestre 2010; mais comparée au premier trimestre de l'année 2011, elle enregistre une baisse de 1%.

La consommation facturée a baissé de 4,8% sur une année mais enregistre une progression importante de 69,7% sur trois mois.

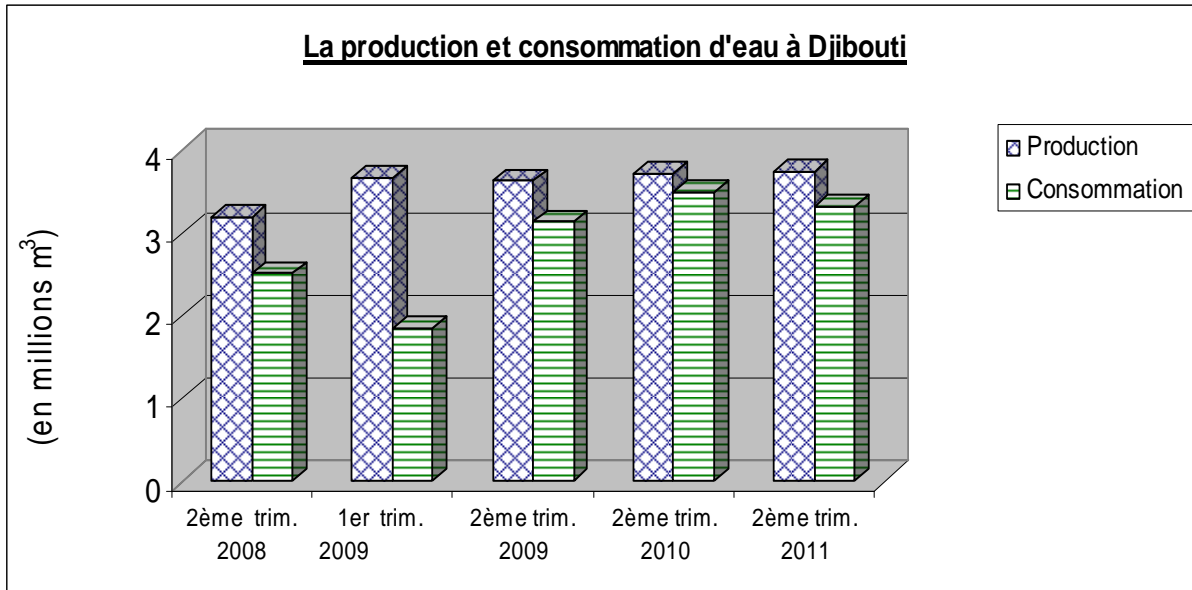
L'amélioration des conditions de distribution a permis de maintenir les pertes sur le réseau à 30%.

Sur l'intervalle d'une année, le nombre d'abonnés est passé de 19 322 à 25 550 abonnés, soit plus 6 000 abonnés qui traduisent une hausse de 32,2%, alors que la production a juste progressé de 0,8%. On relève ici une discordance en ce sens que la hausse de la production n'est pas parallèle à celle des abonnés.

Tableau 6 : Production et consommation d'eau

Intitulés	2010		2011		Variation en %	
	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.11 / 1 ^{er} Trim.10	2 nd trim11/ 2 nd trim. 10
Production	3,721	3,786		3,750		
Djibouti-ville	3,259	3,218		3,213	-0,2%	-1,4%
Districts	0,462	0,566		0,537	-5,1%	16,2%
Consommation	3,495	1,96		3,326	69,7%	-4,8%
Djibouti-ville	3,038	1,72		2,87	66,9%	-5,5%
Districts	0,457	0,239		0,456	90,8%	-0,2%
PERTE SUR LE RESEAU	0,26	29%		30%	3,4%	15,4%
Nombre d'abonnés	19 322	25 899		25 550	-1,3%	32,2%

Source : Direction de l'ONEAD, unité (en millions de m3)



2.1.2.3. Construction (BTP)

Le redressement de l'activité noté depuis le quatrième trimestre 2010, s'est poursuivi au deuxième trimestre 2011, traduisant ainsi le dynamisme de l'activité perceptible à travers l'augmentation de la demande de permis de construire.

Tableau 7 : Situation des demandes de permis de construire

	2011		Variation
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	2 nd trim.11/1er trim.11
Permis de construire en cours d'instruction	24	8	-66,7%
Permis de construire en attente de paiement des taxes	19	21	10,5%
Permis de construire délivrés	10	25	150,0%
Total	53	54	1,9%

Source : Direction de l'habitat et de l'urbanisme

2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Transport Maritime

L'activité maritime enregistre une croissance importante à l'entrée des marchandises acheminées en containers, mais marque le pas pour celles arrivant en vrac au 2^{ème} trimestre 2011. Portés par le trafic des transbordements, les mouvements des conteneurs réalisent un excellent trimestre, l'insécurité au Yémen ayant entraîné un détournement de trafic sur le port de Djibouti.

A l'Entrée

A l'entrée du port de Doraleh, les marchandises acheminées en conteneurs enregistrent 43 532 conteneurs de plus au second trimestre 2011 par rapport à la même période de l'année 2010, due essentiellement au trafic de transbordements. Mise à part cette activité, les importations éthiopiennes et djiboutiennes sont en baisse respectivement de 19,1% et de 42,7% sur un an.

Mais l'activité portuaire reste dynamique entre le deuxième et le premier trimestre de l'année 2011

Tableau 8 : Evolution marchandises sèches conteneurs à l'entrée

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	2ème trim.	1 ^{er} trim.	2ème trim.	2 ^{ème} trim. / 1 ^{er} trim.	2ème trim11 / 2ème trim.10
Djibouti	8 852	4 673	5 074	+8,6%	-42,7%
Ethiopie	35 406	26 484	28 634	+8,1%	-19,1%
Transbordement	18 064	65 374	72 145	+10,4%	+299,4%
Total	62 322	96 532	105 853	+9,7%	+69,8%

Source : DCT en nombre de conteneur

Les importations de marchandises acheminées en vrac qui sont traitées par le PAID, accusent le coup sur une année et enregistrent une baisse de 6,4% en passant de 739 336 tonnes au 2ème trimestre 2010 à 692 208 tonnes au 2ème trimestre 2011.

L'activité portuaire sur les marchandises en vrac entre le premier et le deuxième trimestre 2011 a été essentiellement portée par les importations de l'Ethiopie qui sont en hausse de 7,4%. Ces dernières ne représentent qu'une partie des importations éthiopiennes puisque la majorité arrivent en containers.

Les importations djiboutiennes acheminées en vrac se sont accrues de 525% sur une année mais se sont contractées de 16,4% entre le premier et le deuxième trimestre 2011; toute chose qui peut s'expliquer par la disponibilité de stocks importants de marchandises.

Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	2ème trim.	1 ^{er} trim.	2ème trim.	2 ^{ème} trim.11 / 1 ^{er} trim.11	2ème trim11 / 2ème trim.10
Vrac(en T)	739 336	699 205	692 208	-1,0%	-6,4%
Djibouti	32 895	246 073	205 704	-16,4%	525,3%
Ethiopie	705 409	452 795	486 316	7,4%	-31,1%
Somalie	0	0	0	0,0%	0,0%
Transbordement	1 032	337	188	-44,2%	-81,8%

Source : PAID, DCT unité en tonne

S'agissant des hydrocarbures, on note une bonne tenue des importations tant pour l'Ethiopie que pour Djibouti comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	2ème trim.	1 ^{er} trim.	2ème trim.	2ème trim.11 / 1er trim.11	2ème trim.11/ 2ème trim.11
hydrocarbure	954 166	958 465	965 379	0,7%	1,2%
Djibouti	46 462	42 879	48 274	12,6%	3,9%
Ethiopie	907 704	915 586	917 105	0,2%	1,0%

Source : PAID, DCT unité en tonne

A la sortie

Les exportations en vrac ont connu une baisse de 16,7% sur une année et 73,3% sur trois mois (18 512 tonnes au 2^{ème} trimestre 2011 contre 69 378 tonnes au premier trimestre).

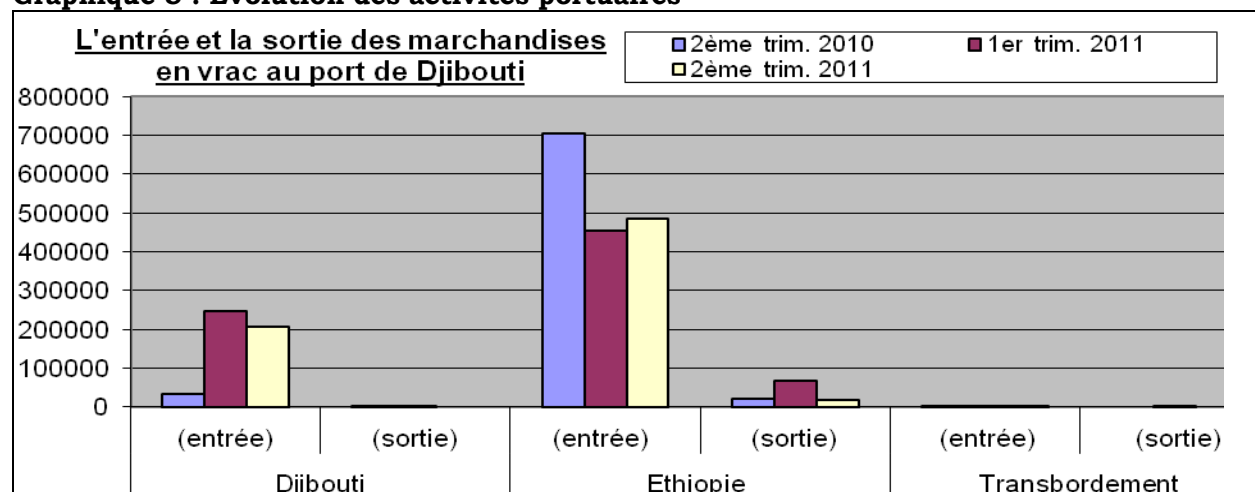
Les exportations de Djibouti ainsi que celles de l'Ethiopie ont connu un ralentissement au second trimestre 2011, avec respectivement des variations de -100% et -16,5%.

Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
	2ème trim.	1 ^{er} trim.	2ème trim.	2ème trim.11 / 1er trim.11	2ème trim.11/ 2ème trim.11
Djibouti	50	245	0	-100,0%	-100,0%
Ethiopie	22 181	68 405	18 512	-72,9%	-16,5%
Somalie	0	0	0	0,0%	0,0%
Transbordement	0	728	0	-100,0%	0,0%
Total	22 231	69 378	18 512	-73,3%	-16,7%

Source : PAID, DCT unité en tonne

Graphique 5 : Evolution des activités portuaires



2.1.3.2. Transport aérien

Le secteur du transport aérien a connu une hausse en ce qui concerne les vols commerciaux et une baisse du nombre de passagers transportés et du volume du fret.

Les vols commerciaux sont en hausse de 36,3% au mois de juin 2011 comparé au mois de juin de l'année 2010.

En ce qui concerne le nombre de passagers transportés, on observe une baisse de -58% des passagers au mois de juin 2011 comparé à juin 2010. En effet, sur le deuxième trimestre le nombre total de passagers transportés s'élève à 23 070 personnes contre 53 606 personnes au premier trimestre.

Quant au fret, le volume en tonnes transporté a connu un accroissement de 172% entre le premier et le deuxième trimestre de l'année 2011. Mais en glissement annuel, c'est une baisse de 12,5% qui est observée.

Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien

Intitulés	2010	2011		Variation en % 2011/2010	
		1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.11/ 1 ^{er} trim.11	2 nd trim.11/ 2 nd trim.10
Mouvements d'avions (nombre)	1 346	1 768	1 834	3,7%	36,3%
Passagers (nombre)	55 376	53 606	23 070	-57%	-58%
Fret (en Tonnes)	2 304,7	740	2 016,3	+172%	-12,5

Source : Aéroport International de Djibouti

2.1.3.3. Transport routier

Lié au transport maritime, le transport routier est marqué par une reprise de l'activité et reste en légère progression de 2% par rapport au premier trimestre de l'année 2011. Ce sont la demande et les performances de l'économie éthiopienne qui influencent fortement sur les services de transport en général et le routier en particulier.

Toutefois, en glissement annuel, le nombre de camions est passé de 57 747 à 53 761, soit une baisse de 7%.

Tableau 13 : Evolution du transport routier

Intitulés	2010	2011		Variation en %	
	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim.11 / 1 ^{er} trim.11	2 nd trim.11 / 2 nd trim.10
<u>Mouvements vers l’Ethiopie :</u>	57 625	52 566	53 642	+2%	-7%
BTE (bureau de transit éthiopien)	10 718	25 599	27 966	+ 9,2%	+160,9%
PK 51	7 055	8 069	6 636	-17,7%	-6%
PK 20	39 852	18 898	19 040	+0,7%	-52%
<u>Autres mouvements :</u>					
T.S (Transit Somalilandais)	122	105	119	+0,13%	-2,4%
Total	57 747	52 671	53 761	+2%	-7%

Source : Fonds d’Entretien Routier (FER), unité (en nombre de mouvements de camions)

2.1.3.4. Développement de l’offre de transport

La problématique du transport à Djibouti demeure comme dans bien des cas des pays une question cruciale et déterminante face à des mobilités intérieures de plus en plus importantes, des modes d'usage du véhicule de plus en plus systématique au regard des carences dans l'offre de transport adéquat et la recherche de confort, mais également dans le développement de la chaîne de transport multimodale en rapport avec le développement des services portuaires.

En dehors de véhicules particuliers, on note une offre de plus croissante des services de transports de passagers et des marchandises. En effet, au deuxième trimestre 2011, on note l’immatriculation de 41 camions, de 4 remorques, de 10 bus et 10 fourgonnettes.

Les véhicules particuliers représentent la majorité des immatriculations, soit 78,3% ; toute chose qui renforce la demande sur les produits pétroliers.

Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules

	2010		2011
	1 ^{er} trim.	3 ^e trim.	2 ^e trim.
Camions	33	106	41
Camionnettes	7	14	10
Remorques	54	76	4
Bus			10
Fourgonnettes	3	12	4
Voitures particuliers	274	459	281
Motos	4	55	9
Total	375	722	359

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

2.1.3.5. Télécommunications

Au niveau des services de télécommunication, les données disponibles indiquent que le nombre d'abonnés à l'internet a augmenté de 2 828 abonnés en passant de 12 622 à 15 450 abonnés entre les deux premiers trimestres de l'année 2011, soit une hausse de 22,4%, expliqués essentiellement par les abonnements à l'internet haut débit. En glissement annuel, le haut débit a quasiment doublé, passant de 6 593 à 11 629 abonnés dû simplement au basculement des abonnés bas débit vers le haut débit. Le bas débit n'existe pratiquement plus.

Tableau 15 : Evolutions des services de télécommunication

Services	2010	2011		Var. 2011/ 2010	
	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2nd trim.11/1er trim.10	2nd trim.11/2nd trim.10
Total lignes téléphoniques	165 162	192 746	200 796	4.2%	21.6%
Lignes tél fixes	17 431	18 483	17 563	-5,0%	0,8%
Tél fixe rural	0	0	2 420	100,0%	100,0%
Cabine Tél privée	2 639	2 752	2 755	0,1%	4,4%
Abonnés GSM	145 079	171 511			
Total d'abonnés Internet	10 405	12 622	15 450	22,4%	48,5%
Abonnés Internet Bas débit	3 812	3 821	3 821	0,0%	0,2%
Abonnés Internet haut débit	6 593	8 801	11 629	32,1%	76,4%

Source : Djibouti Télécom

2.1.3.6 Tourisme

Les hôtels de la place affichent un nombre de nuitées égal à 33 264 au second trimestre 2011. On note une baisse de 1,8% comparée au trimestre dernier et 4,5% en glissement annuel.

Tableau 16 : Evolution des arrivées de touristes

Intitulés	2010	2011		Variation en %	
	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	2 ^{ème} trim 11/1 ^{er} Trim 11	2 ^{ème} trim 11/2 ^{ème} trim. 10
Nuitées	34 820	33 875	33 264	-1,8%	-4,5%

2.2. Indice des prix

L'inflation mensuelle s'est établie à +0,6% en juin 2011 contre +0,5% en mai 2011. Cette évolution s'explique principalement par celle du niveau des prix "des produits alimentaires" +5,6%, "Articles d'habillement et articles chaussants" (+1%), "Logement, eau électricité, gaz et autres combustibles" (+1,4%) et "santé" (+1,1%).

L'indice des prix de la fonction "**Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles**" a connu une hausse mensuelle de +1,4% contre +1,3% en mai 2011. Cette hausse des prix est imputable aux postes "Combustibles liquides" (kérosène). Pourtant le pétrole lampant a fait l'objet d'une subvention en avril qui n'a pas été respectée par les détaillants

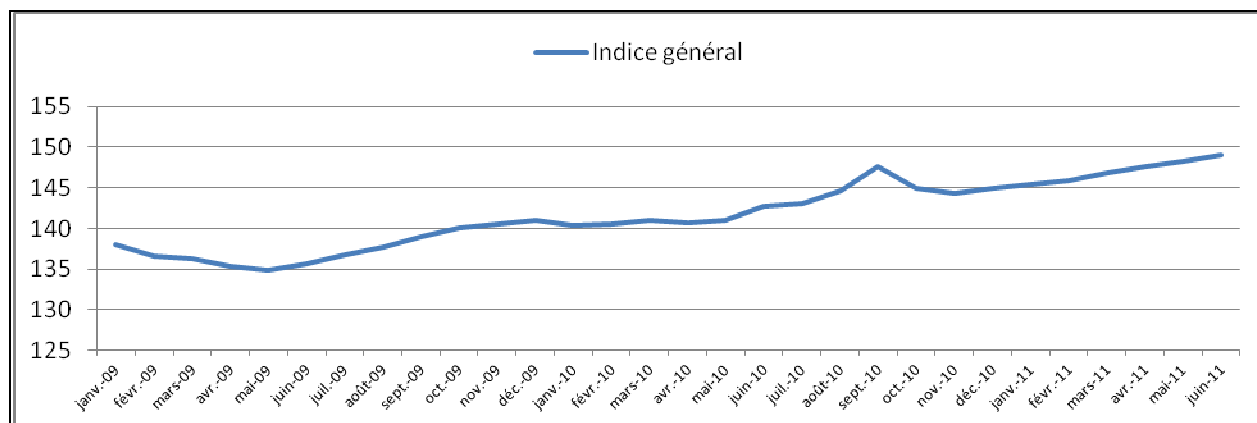
En glissement annuel, les prix ont crû de +4,4%.

Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

Intitulés	2010	2011		Variation en %		
	Juin	Avril	Mai	Juin	Juin/Mai	Juin11/ Juin10
01 Prod alim, bois et tabac	157,0	164,3	164,9	165,8	+0,5	+5,6
011 Alimentaires	169,0	177,3	178,6	180,3	+1,0	+6,7
012 Boissons	99,9	100,8	100,4	100,0	-0,4	+0,2
013 Tabac	130,7	135,9	135,0	133,8	-0,9	+2,4
02 Articles habillement et chaussants	99,4	103,0	103,6	104,7	+1,0	+5,3
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	141,9	145,9	147,8	149,8	+1,4	+5,6
04 Ameubl., équ. Ménager, entret.	107,5	107,5	107,6	107,7	0,0	+0,1
05 Santé	112,9	112,7	112,0	113,3	+1,1	+0,4
06 Transports	138,3	139,6	140,3	139,7	-0,4	+1,0
07 Loisirs, Spectacles et culture	95,4	95,4	95,4	95,4	0,0	0,0
08 Enseignement	94,0	94,0	94,0	94,0	0,0	0,0
09 Hôtels, cafés, restaurants	120,7	119,0	119,0	119,0	0,0	0,0
10 Autres biens et services	127,3	132,8	131,0	131,9	+0,7	+3,6
Indice général	142,8	147,6	148,3	149,1	+ 0,6	+ 4,4

Source : DISED

Graphique 6 : Evolution de l'indice général des prix



2.3. Création d'activités

Au second trimestre de l'année 2011, on a enregistré 185 créations d'activités et 50 cessations d'activités. Ainsi, la création nette d'activités dans le secteur privé est de 125, en croissance de 2,5% comparé au même trimestre de l'année dernière.

Les secteurs créateurs d'activités sont les entrepreneurs et les prestataires de service en liaison avec la hausse de la demande de patentes. La création nette au niveau du secteur entrepreneurs BTP représente 40% de toute la création nette du second trimestre 2011, le secteur des prestataires de services et commerçants représentent respectivement 17,4% et 38,4% mais tous deux affichant un nombre de cessations d'activités important.

Tableau 18 : Situation de la création des entreprises

Secteurs	2010		2011		Variation en %	
					2010/2009	
	2 nd trim.	1 ^{er} trim.	2 nd trim.	2 nd trim11/ 1 ^{er} trim11	2 nd trim11/ 2 nd trim10	
Entrepreneurs BTP	48	41	50	+22,0%	+4,2%	
Importateurs	1	8	5	-37,5%	+400,0%	
Commerçants	54	56	48	-14,3%	-11,1%	
Prestataires de Services	19	28	22	-21,4%	+15,8%	
Total	122	135	125	-7,4%	+2,5%	

Source : Direction des Impôts, unité nombre

Graphique 7 : Situation de création d'emplois

Création nette d'emplois 2011



III. LES FINANCES PUBLIQUES

3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat

L'exécution budgétaire durant les six premiers mois de l'année 2011 a été caractérisée par une mobilisation relativement satisfaisante des ressources, conjuguée à une exécution prudente des dépenses publiques. En effet, les ressources mobilisées sont évaluées à 33,329 milliards FD composés des recettes budgétaires pour 30,267 milliards FD et des dons pour 3,062 milliards FD. Les recettes totales ont enregistré une hausse de 14,7% sur les six mois de l'année 2011 par rapport à la même période de 2010. Quant aux «dépenses totales», elles sont évaluées à 33,819 milliards FD, soit une progression en glissement annuel de 11,1%.

Le tableau des opérations financières de l'Etat, en Juin 2011, dégage un solde base ordonnancement déficitaire de 490 millions FD, en amélioration de 64,4% en glissement annuel.

3.1.1. Evolution des recettes

En juin 2011, les **recettes et dons** se sont établis à 33,329 milliards FD, avec une proportion des recettes budgétaires de 90% qui ont enregistré une hausse de 15,2% comparées à leur niveau de juin 2010.

- **Les impôts directs**

Les impôts directs se chiffrent à 9,485 milliards FD et ressortent en baisse de 6,4% par rapport au premier semestre de 2010. Cette contreperformance s'explique par le niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés qui a baissé de 19,6% du fait du transfert de certaines activités du PAID au DCT qui n'est pas assujéti à l'impôt. L'impôt sur le foncier a également baissé, soit 565 millions de FD en juin 2011 contre 879 millions de FD au mois de Juin 2010 en raison des perturbations et retard de recouvrement liés aux élections présidentielles de cette année.

En revanche, l'impôt sur le revenu (4,435 milliards de FD au premier semestre 2011) a progressé de 22,1% par rapport à la même période de l'année 2010.

- **Les impôts indirects**

Les impôts indirects ont progressé de +4,3% en glissement annuel, soit 9,223 milliards de FD en juin 2011 contre 8,839 milliards de FD en juin 2010. Cette performance est tirée par la TIC-taxes intérieures qui a progressé de 3,1%, la surtaxe sur le Kath de 8,5% et les autres taxes de 34,6%.

La Contribution forfaitaire fiscale de la FFDJ est en progression de +48,8% en juin 2011, soit 2,819 milliards de FD contre 1,894 milliards de FD en juin 2010.

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont en hausse de 74,2% sur une année et 40% sur un mois avec 7,608 milliards de FD. Cette hausse s'explique d'une part, par le bon spectaculaire observé au niveau des revenus du domaine, soit 2,920 milliards de FD en juin 2011 contre 674 millions de FD en juin 2010 (+333% d'augmentation) et d'autre part, par l'accroissement du poste « Loyers d'installations militaires USA » de 99,9%, soit 3,554 milliards de FD contre 1,778 milliards de FD en juin 2010.

- **Les dons**

Les dons sont évalués à 3,062 milliards de FD à fin juin 2011 contre 2,790 milliards de FD un an auparavant, soit une hausse de 9,7% imputable à la progression des dons affectés au PIP qui sont estimés à 2,646 milliards de FD contre 2,373 milliards de FD à la même période de l'année précédente.

Tableau 19 : Evolution des ressources budgétaires

Intitulés	2010		2011		Variation	
	Mai	Juin.	Mai.	Juin	Jui11/Mai11	Jui11/Juin10
Recettes et Dons	25 765	29 064	26 491	33 329	25,8%	+14,7%
Recettes budgétaires	23 645	26 275	23 945	30 267	+26,4%	+15,2%
impôts directs	9 225	10 132	8 081	9 485	+17,4%	-6,4%
impôts indirects	7 434	8 839	7 562	9 223	+22,0%	+4,3%
Recettes non fiscales	4 050	4 368	5 419	7 608	+40,4%	+74,2%
Dons officiels	2 120	2 790	2 546	3 062	+20,3%	+9,7%
- dons projets	1 773	2 373	2 199	2 646	+20,3%	+11,5%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.2. Evolution des dépenses

Les dépenses budgétaires du premier semestre 2011, ont augmenté en glissement annuel de 3,379 milliards de FD (+11,1%), ressortant ainsi à 33,819 milliards FD. Cette hausse est imputable principalement à l'évolution des dépenses d'investissement sur ressources internes, des charges d'intérêt sur la dette intérieure, des dépenses de fonctionnement et des dépenses de personnel.

Les investissements exécutés sur ressources internes se sont chiffrés à 9,025 milliards de FD au premier semestre 2011 contre 6,88 milliards de FD un an auparavant, soit une hausse de 2,145 milliards de FD (+31,2%).

Les dépenses courantes se sont établies à 24,794 milliards de FD à fin juin 2011 contre un montant de 23,559 milliards de FD à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 5,2%. Quant aux dépenses de personnel, elles sont passées de 11,461 milliards de FD à 12,239 milliards FD entre les premiers semestres de 2010 et 2011, affichant ainsi une progression de 6,8%. Le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales est ressorti à 54,01%.

Pour ce qui est des charges d'intérêt sur la dette intérieure, elles se sont chiffrées à 497 millions de FD contre 373 millions de FD un an auparavant.

En revanche, les dépenses d'investissements financés sur ressources propres se sont établies à 3,375 milliards FD en Juin 2011 contre 2,382 milliards de FD en Juin 2010 et les investissements sur financements extérieurs à 5,650 milliards de FD contre 4,498 milliards de FD sur la même période en 2010.

Tableau 20 : Evolution des dépenses budgétaires

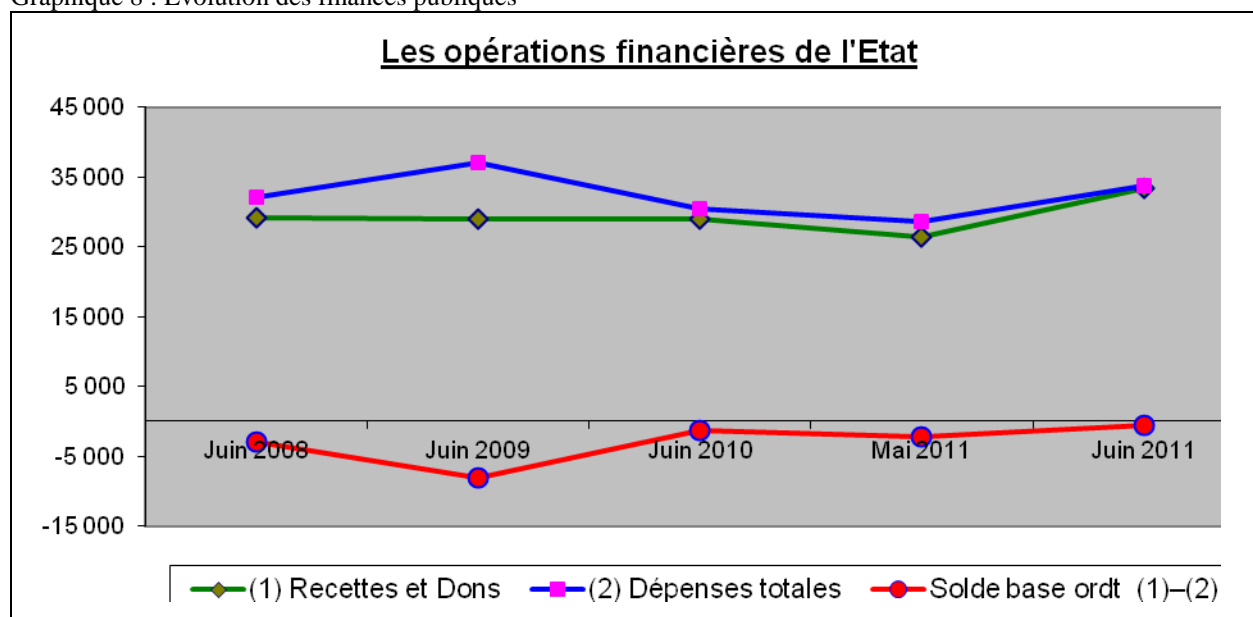
Intitulés	2010		2011		Variation	
	Mai	Juin.	Mai.	Juin	Jui11/Mai11	Jui11/Juin10
Dépenses totales	25 697	30 439	28 678	33 819	+17,9%	+11,1%
Dépenses courantes	19 992	23 559	21 431	24 794	+15,7%	+5,2%
Salaires	9 996	11 461	10 550	12 239	+16,0%	+6,8%
Intérêts	291	373	303	497	+64,0%	+33,2%
Matériels	-	6 845	5 781	6 439	+11,4%	-5,9%
Entretien	-	612	238	258	+8,4%	-57,8%
Dép. sociales sur finan ext.	347	417	347	416	+19,9%	-0,2%
Investissements	5 705	6 880	7 247	9 025	+24,5%	+31,2%
Budgétaire	2 034	2 382	3 375	3 375	0,0%	+41,7%
Extérieur	3 671	4 498	3 872	5 650	+45,9%	+25,6%
Solde base ordonnancement	68	-1 375	-2 187	-490	-77,6%	-64,4%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.3. Le solde budgétaire

En Juin 2011, on a enregistré un solde budgétaire base ordonnancement déficitaire de 490 millions de FD mais moins important que celui constaté au même mois de l'année 2010.

Graphique 8 : Evolution des finances publiques



3.2. Le Service de la dette extérieure

Du 1er Janvier au 30 Juin 2011, la Direction du Financement Extérieur a mandaté un montant cumulé de 1 503 millions FD (dont 1 150 millions FD en principal et 353 millions FD en intérêts) correspondant aux échéances de l'IDA, de la BID, du FIDA, de la BEI, de la France, de l'Espagne, de l'Allemagne, du KFAED, de la BAD, de l'OPEP et du FADES.

Les paiements

Sur ce montant ordonnancé, il faut souligner que l'Etat a procédé au règlement des échéances dues au titre du service de la dette extérieure pour un montant total de 1412 millions FD (soit 94% du total mandaté).

D'autre part, au titre des échéances en arriérés de l'année dernière, les échéances auprès de la BID ont été réglées pour un montant de 85 millions FD.

Les arriérés

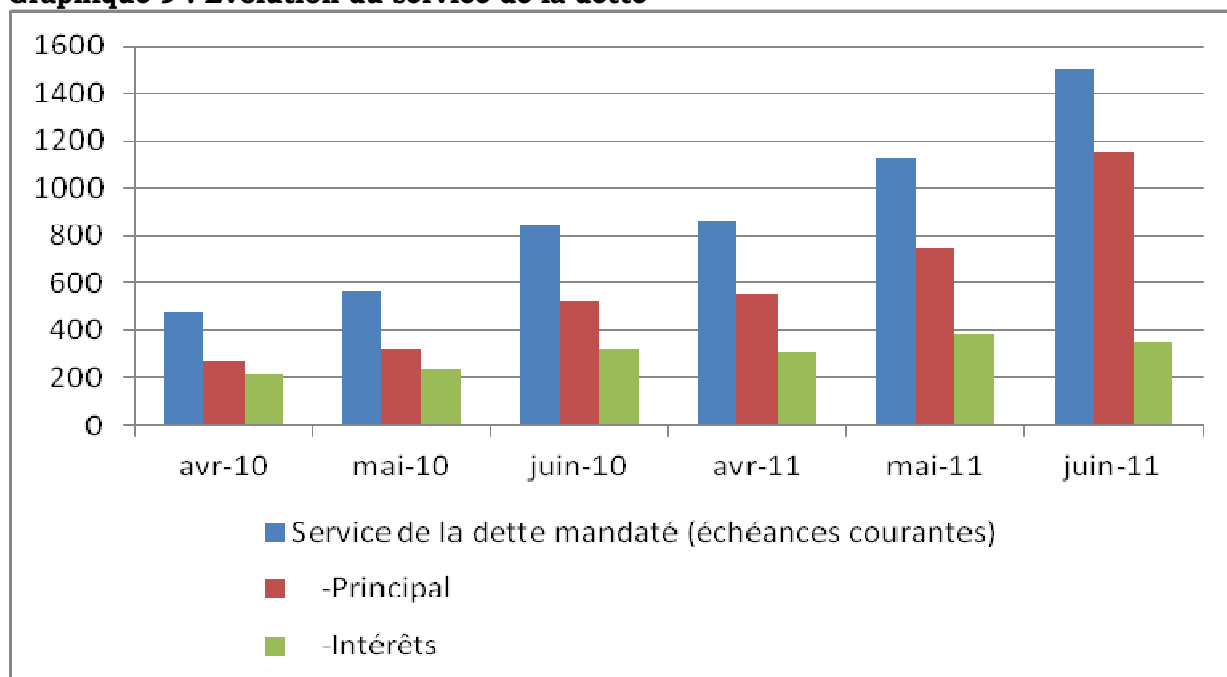
Le stock d'arriérés de la dette extérieure à fin juin 2011 se compose des échéances de la BID et de l'OPEP d'un montant total de 91 millions FD.

Ces échéances feront très bientôt l'objet de règlement par les services du trésor public qui cumulent leurs efforts pour se conformer au programme de la FRPC avec le FMI.

Tableau 21 : Evolution du service de la dette en 2011

	avr-10	mai-10	juin-10	avr-11	mai-11	juin-11	Variation juin11/mai11	Variation juin11/juin10
Service de la dette mandaté (échéances courantes)	480	566	843	867	1128	1503	33,2%	78,3%
-Principal	267	327	525	557	748	1150	53,7%	119,0%
-Intérêts	212	239	317	310	380	353	-7,1%	11,4%
Paiements	519	660	791	814	1028	1412	37,4%	78,5%
-Principal	277	392	455	475	618	958	55,0%	110,5%
-Intérêts	242	268	336	339	410	454	10,7%	35,1%
Stock d'arriérés extérieurs	0	0	91	53	100	91	-9,0%	0,0%
-Principal	0	0	80	44	84	78	-7,1%	-2,5%
-Intérêts	0	0	11	9	16	13	-18,8%	18,2%

Source : Direction du financement extérieur, mars 2011

Graphique 9 : Evolution du service de la dette

3.3. Investissements publics

Dans le cadre du programme d'investissement public du mois de Juin 2011, les tirages effectués par les projets en vigueur sont de l'ordre de 1,952 milliards FD. Une croissance de l'ordre de 88,2% par rapport au mois de Juin 2010 due à une hausse conséquente sur les secteurs comme Routes & Equipements, la santé et les Affaires sociales.

Tableau 22 : Situation de décaissement des projets

Secteurs	2010			2011			Variation en %	
	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	Juin11/Mai11.	Juin11/Juin10
Agriculture, élevage et pêche	1	0	0	85	69	71	2,9%	100,0%
Eau, énergie, Environnement	313	64	393	238	20	84	320,0%	-78,6%
Infrastructures et Equipements	21	0	35	361	143	1258	779,7%	3494,3%
Urbanisme, Logement et Assainissement.	323	301	456	4	326	169	-48,2%	-62,9%
Affaires sociales (pauvreté)	0	0	5	15	0	95	100,0%	1800,0%
Education	49	166	6	28	92	33	-64,1%	450,0%
Santé	163	129	141	65	13	242	1761,5%	71,6%
Appui Gestion à l'Economie	0	0	1	0	0	0	0,0%	-100,0%
TOTAL	870	660	1037	804	663	1952	194,4%	88,2%

Source : Direction Financement extérieur (PIP), unité en millions de FD

Parmi les secteurs qui ont bénéficié de décaissements en Juin 2011, le secteur des infrastructures et équipement arrive en tête avec 1,258 milliards FD et affiche une croissance de l'ordre de plus de 3000% par rapport au mois de Juin de l'année précédente. Ce secteur représente 64,4% du total des décaissements effectués au mois de Juin 2011.

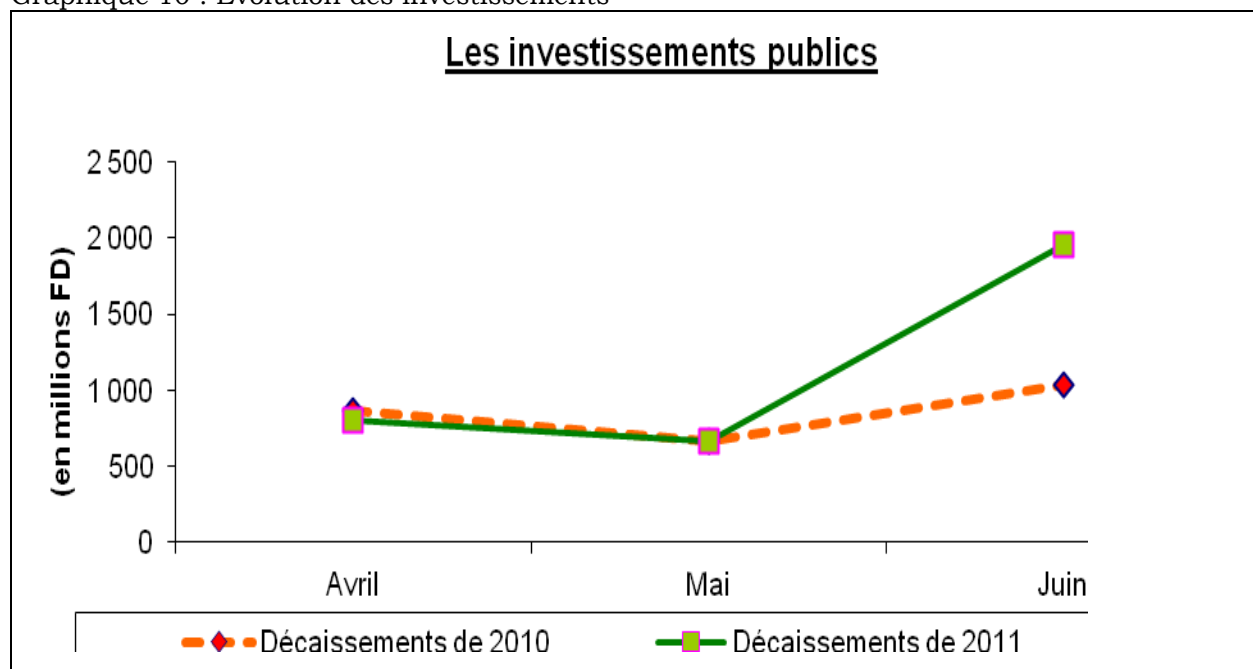
La santé arrive en second avec 242 millions de FD en Juin 2011 contre 141 millions de FD en Juin 2010. Il représente 12,4% du total des décaissements effectués dans ce mois. Les projets enregistrent une hausse significative par rapport au mois de Mai 2011. Les décaissements enregistrés sont pour le projet de construction de l'Hôpital Régional d'Ali Sabieh, financé par la Banque Islamique de Développement.

Comparé aux secteurs qui ont procédé aux décaissements, l'éducation a un taux d'absorption élevé.

Concernant le secteur **de la pauvreté (Affaire sociale)**, on note une hausse importante des décaissements de 1800% sur glissement annuel avec 95 millions FD.

Bien qu'affichant 169 millions FD de décaissement et représentant 8,7% du total des décaissements, le secteur **Urbanisme et Logements** enregistre une baisse de 62,9% en un an et de 48,2% sur un mois.

Graphique 10 : Evolution des investissements



IV. LE COMMERCE EXTERIEUR

Les importations en valeurs au second trimestre 2011 enregistrent une hausse de 16,8% sur trois mois et 12,5% en termes de glissement annuel. En nombre de volume, ces mêmes importations se chiffrent à 141 776 108 tonnes.

A l'exception des « Ouvrages en pierre, Ciment, Céramique, Verre » (-41,9%), « Bois et ouvrages en bois » (-28%) tous les autres produits connaissent une hausse dans l'ensemble.

Les postes « Alimentation et boissons », « Hydrocarbures et dérivés » et « véhicules et matériels de transport » sont les plus importants dans les importations avec des poids respectifs de 22,1%, 43,9% et 45,6%. Le Kath vient en quatrième position.

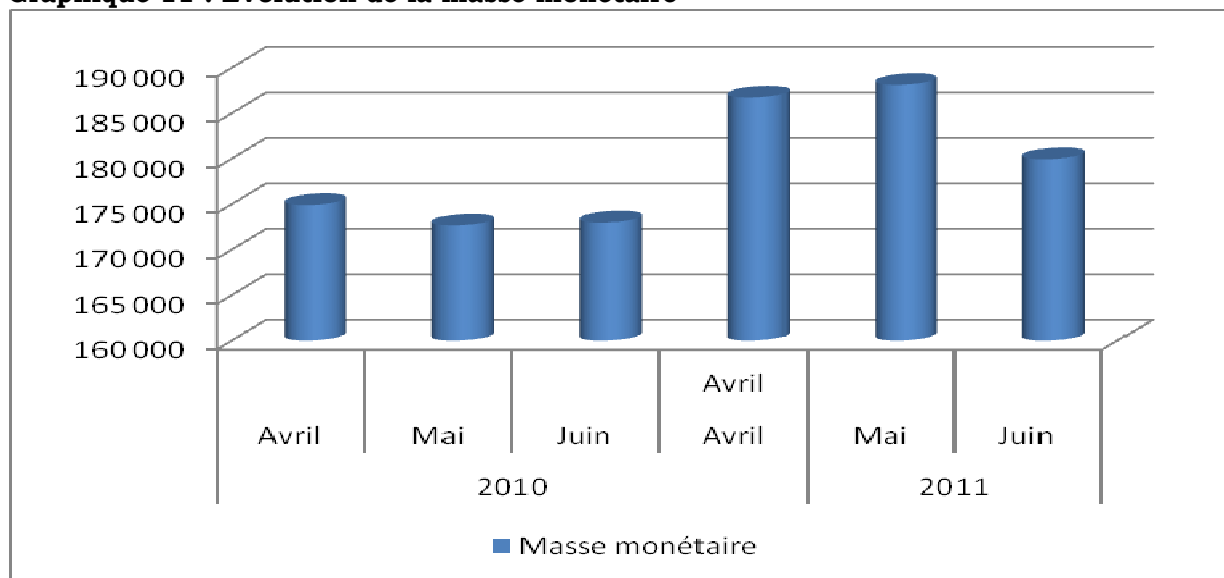
Tableau 23 : Evolution du commerce extérieur

Produits importés (en millions de FD)	2010	2011		En volume Net (tonne) au 2 nd trim.2011	Variation en %	
	2iem trim.	1er trim.	2iem trim.		Var 2 nd trim.11/ 1 ^{er} trim. 11	Var 2 nd trim.11/ 2 nd trim. 10
ALIMENTATION et BOISSONS	3 717	4 015	4 787	37 729 650	19,20%	28,70%
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	83	78	102	130 117	30,70%	22,80%
KATH	1015	1 059	1 120	1 352 026	5,70%	10,3%
MINERAUX non COMBUSTIBLES	231	143	392	18 980 405	174%	69,7%
HYDROCARBURES et DERIVES	8 090	7 852	9 521	65 312 947	21%	17,7%
PRODUITS CHIMIQUES	721	621	852	3 363 618	37%	18,2%
PLASTIQUES et DERIVES	401	347	369	1 440 839	6,3%	-8,0%
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	167	155	295	1 064 004	90,3%	76,6%
TEXTILES et CHAUSSURES	468	342	480	2 015 483	40,4%	2,6%
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	282	179	104	1 444 552	-41,9%	-63,1%
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUBLES)	183	182	131	1 049 033	-28,0%	-28,4%
METAUX et PRODUITS des METAUX	363	268	288	1 742 117	7,5%	-20,7%
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	162	127	129	917 005	1,6%	-20,4%
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELECTRIQUES	1 381	1 647	1 981	2 247 526	20%	43,4%
VEHICULES et MATERIELS de TRANSPORT	1538	1 436	9 891	1 987 838	588%	543,1%
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	465	108	142	997 139	31,40%	-69,5%
TRANSACTIONS SPECIALES	3	0,005	260	1 809		8566,7%
TOTAL DES IMPORTATIONS	19 279	18 559	21 689	141 776 108	16,80%	12,50%

V- LA MONNAIE ET LE CREDIT

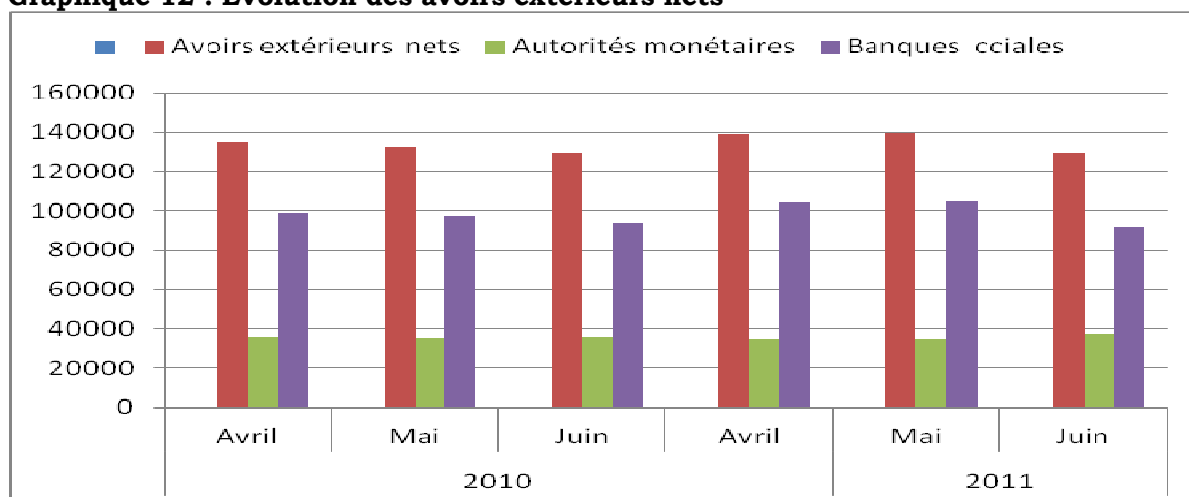
La situation monétaire à fin juin 2011 est caractérisée par une progression de la masse monétaire de 4,0% par rapport au mois de juin de l'année 2010 en s'établissant à 179,95 milliards FD. Comparée au mois de mai 2011, la masse monétaire est en baisse de 4,3%.

Graphique 11 : Evolution de la masse monétaire



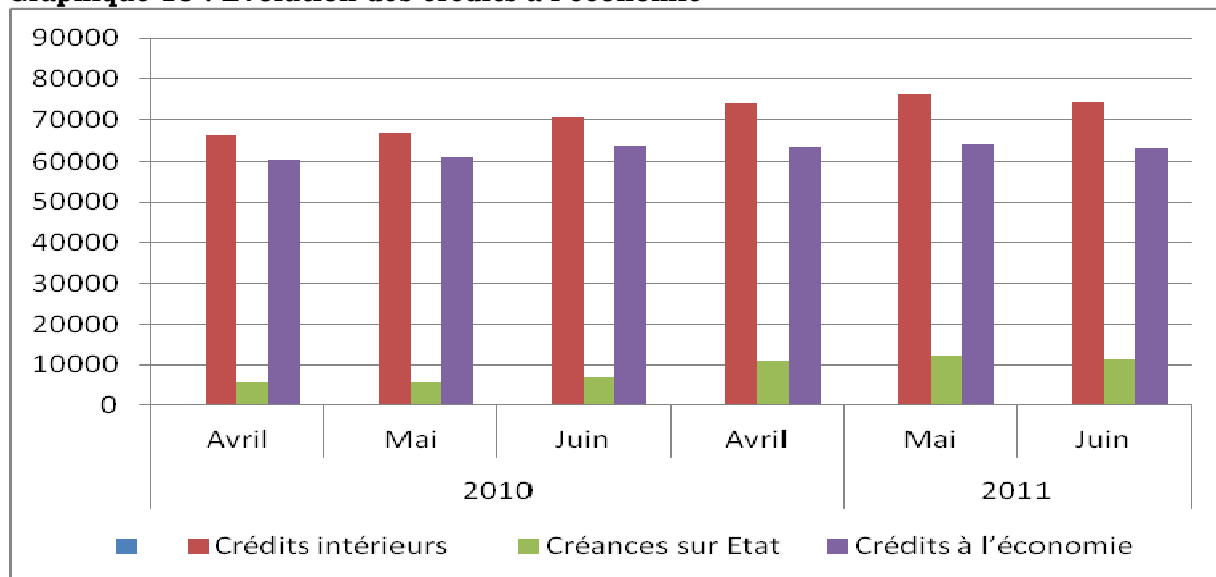
Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 129,403 milliards FD en juin 2011 contre 129,303 milliards FD en juin 2010, soit une légère hausse de 0,1% ; les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale qui ont augmenté de 4,8% ont été contrebalancés par la baisse de ceux des banques commerciales de -1,7%. Il faut noter que les avoirs nets des banques commerciales représentent 71% du total des avoirs extérieurs.

Graphique 12 : Evolution des avoirs extérieurs nets



Au niveau du crédit intérieur, il est surtout observé une hausse importante des crédits à l'Etat de 65,0% et une baisse du crédit à l'économie de -1,1% sur une année. Globalement, le crédit intérieur est en hausse de 5,4%. Mais entre le mois de mai et juin 2011, on observe une baisse des crédits aussi bien à l'Etat qu'à l'économie respectivement de 7,7% et 1,5%.

Graphique 13 : Evolution des crédits à l'économie



S'agissant des dépôts, les dépôts à vue en franc djiboutien sont en hausse tout comme les dépôts à terme respectivement de 0,6% et 18,2% par rapport au mois de juin 2010.

Les dépôts en devises se sont établis à 76,101 milliards de FD en juin 2011 contre 66,788 milliards FD au même mois de l'année précédente.

En variation mensuelle (mai-juin 2011), l'ensemble des dépôts sont en baisse.

Graphique 14 : Evolution des dépôts

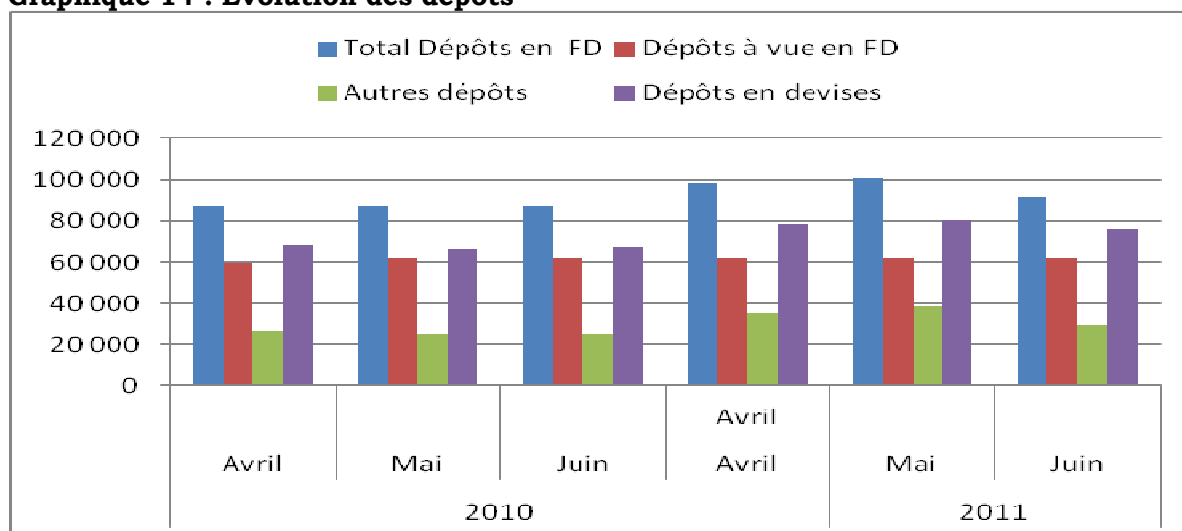


Tableau 24 : La masse monétaire et sa contrepartie

Intitulés	2010			Avril	2011		Variation en %	
	Avril	Mai	Juin		Mai	Juin	juin-11 mai-11	juin-11 juin-10
Avoirs extérieurs nets	134 851	132 908	129 303	138 939	139 281	129 403	-7,1%	0,1%
Autorités monétaires	35 866	35 238	35 827	34 920	34 687	37 540	8,2%	4,8%
Banques commerciales	98 985	97 670	93 476	104 019	104 594	91 863	-12,2%	-1,7%
Crédits intérieurs	66 234	66 741	70 560	74 094	76 300	74 365	-2,5%	5,4%
Créances sur Etat	5 698	5 554	6 907	10 902	12 352	11 395	-7,7%	65,0%
Crédits à l'économie	60 536	61 187	63 653	63 192	63 948	62 970	-1,5%	-1,1%
Autres postes nets	-26 179	-27 199	-26 876	-26 312	-26 312	-26 312	0,0%	-2,1%
Masse monétaire	174 907	172 671	172 988	186 722	188 126	179 950	-4,3%	4,0%
Monnaie Fiduciaire	19 978	19 604	19 374	20 990	20 591	20 899	1,5%	7,9%
Total Dépôts en FD	86 707	86 846	86 825	98 284	100 721	91 709	-8,9%	5,6%
Dépôts à vue en FD	59 748	61 843	62 053	62 528	61 893	62 422	0,9%	0,6%
Autres dépôts	26 959	25 003	24 772	35 756	38 829	29 287	-24,6%	18,2%
Dépôts en devises	68 221	66 222	66 788	78 163	79 944	76 101	-4,8%	13,9%

Source : Banque Centrale de Djibouti, unité en millions de FD